

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

La neutralité suisse bafouée – s'incliner devant le chantage? Contribution au débat à échéance urgente

par Urs Graf

Ces derniers temps, la Suisse et sa neutralité font l'objet d'attaques de plus en plus massives de la part de Bruxelles et d'outre-Atlantique. L'un des moteurs de ces attaques réside depuis longtemps dans la politique étrangère des Etats-Unis d'Amérique. Le procédé de pression économique et de saper la morale de tout ce qui est essentiellement suisse présente certaines caractéristiques non-militaires de la guerre dite hybride – une raison suffisante de réfléchir à la situation qui régit le monde actuel. D'où vient ce mépris récent pour notre culture et notre histoire politique? Face aux agressions massives, il est décidément l'heure à se révolter. Mais là aussi, il faut commencer par se rendre compte comment on est arrivé là, en jetant un coup d'œil sur l'évolution historique de ce 20^e siècle où tout a commencé...

La Suisse, jadis appelée «République sœur» des Etats-Unis...

Au 20^e siècle, les relations entre la Suisse et les Etats-Unis ont pris une nouvelle tournure. Avant, les deux Etats ont longtemps été considérés comme des «Républiques sœurs» (certes très inégales). L'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale a créé une nouvelle situation. En s'emparant de l'Europe, les Etats-Unis ont commencé à éloigner progressivement l'Empire britannique de sa domination mondiale, exerçant une forte influence sur le *Traité de Versailles* qui contenait déjà les germes de la prochaine guerre. La Russie d'alors avait été affaiblie par la Grande guerre, puis bouleversée par sa révolution bolchévique et les guerres qui ont suivi cet événement majeur. Pour de nombreux Européens appauvris dont la Suisse (qui était alors une nation d'émigrants encore) fait partie, ça a été une époque où l'Amérique en plein essor restait une destination de fuite privilégiée vers laquelle l'espoir d'une vie meilleure de beaucoup se tournait, fidèle à l'image de rêve «du plongeur au millionnaire».

La grave crise économique de la fin des années 1920 est alors survenue, elle a donné une forte impulsion aux dérives sociales vers le fascisme et le totalitarisme. La grande guerre suivante se profile à l'horizon. Face à ces scissions, la population suisse retrouve l'accès à une meilleure cohésion interne, quasiment à la dernière minute, évitant ainsi la lutte de classes exacerbée et la destruction de sa démocratie pluri-culturelle. Elle décide d'instaurer la «Paix du travail» entre les partenaires sociaux et de faire en sorte que tous les partis politiques s'unissent pour la défense nationale contre les prétentions du pouvoir du régime national-socialiste qui sort ses griffes chez le grand voisin au nord. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, cette union populaire a fait ses preuves ce qui s'est soldé par un accroissement de la réputation suisse à échelle internationale. La protection de la neutralité, l'aide humanitaire et la participation à la reconstruction des pays dévastés d'Europe se sont installés et ont pris la forme de domaines d'activité importants de notre pays, dans lesquels la génération dite «du service actif» a fait ses preuves de manière exceptionnelle. Mais, comme l'avait déjà prédit le général suisse *Henri Guisan*, de nouvelles épreuves attendaient notre pays.

Après la fin de la guerre, les Alliés occidentaux ont revendiqué la victoire contre les puissances de l'Axe à eux seuls, bien que les peuples de l'Union soviétique y aient contribué de manière décisive, au prix de lourds sacrifices. La soi-disant Guerre froide était déjà planifiée, alors que l'armée allemande était encore en train de battre en retraite. L'objectif anglo-

«La situation de la Suisse en matière de politique des réfugiés avait déjà fait l'objet d'un examen aussi minutieux qu'honnête dans les années 1960. [...] Que l'on compte en chiffres absolus ou relatifs, aucun pays au monde n'a accueilli autant de réfugiés juifs que ce petit pays neutre encerclé des puissances fascistes de l'Axe, menacé d'invasion et contraint de subvenir aux besoins existentiels de 4,5 millions d'habitants dans des conditions de blocus. Pourquoi tout cela a-t-il été effacé par l'amnésie historique imposée?»

américain était de détruire l'Union soviétique communiste au moyen des armées allemandes (comme Truman l'avait annoncé devant la commission de la production d'armements avant son élection à la présidence des Etats-Unis) et, ainsi, de prendre pied sur l'ancien empire tsariste, ce «pays au cœur de l'Eurasie», comme l'avait recommandé le géostratège britannique *Mackinder*. Cette stratégie s'est avéré être un échec. Mais sous l'occupation américaine en Europe occidentale, le front contre l'Union soviétique a immédiatement été reconstitué. Selon le principe «les ennemis de nos ennemis sont nos amis», Les Etats-unis, se gérant en «Puissance mondiale», a recyclé des fascistes expérimentés dans la Deuxième guerre mondiale – sans tenir compte de leurs crimes – en « les employant » à nouveau contre l'Union soviétique et ensuite contre les nouveaux mouvements anticoloniaux en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie.

... se transforme en «petite sœur indocile»

Pendant la Seconde Guerre mondiale déjà, la neutralité suisse a été bafouée, surtout par les puissances alliées occidentales qui ont utilisé le territoire suisse pour des activités de renseignement de grande envergure et systématiquement violé l'espace aérien neutre avec leurs escadrilles de bombardiers, attaquant également les forces de défense suisses et même des quartiers peuplés. La Suisse a cependant rempli fidèlement sa mission de pays neutre en continuant à pratiquer son activité humanitaire à échelle mondiale. Ce travail énorme a été accompli par ses fonctionnaires et ses civils de manière fiable, dans un esprit de sacrifice et sans brouhaha médiatique.

Dans l'après-guerre, la Suisse a soutenu de son mieux la reconstruction des pays européens fondant avec eux une organisation précoce à celle de l'AELE. Alors que cette «Europe des patries», voulue notamment par *Charles de Gaulle*, avait déjà pris forme, elle a été freinée par les Etats-Unis qui exigeaient une architecture de sécurité garantissant leur domination. Avec leur politique économique, les Etats-Unis poursuivaient l'objectif d'une union politique en Europe, selon la stratégie de leur agent *Jean Monnet*, qui voulait une sorte de *United States of Europe* sous régie états-unienne.

Les Européens étaient occupés à reconstruire leurs pays détruits, tandis que les Etats-Unis s'étaient surtout remis de leur crise économique grâce à la guerre. La génération européenne d'après-guerre a commencé à s'aligner sur l'«american way of life» d'une manière presque dévote, tandis qu'elle atteignait peu à peu une prospérité, pour l'instant modeste et grâce à un travail acharné. Malheureusement, la reconstruction spirituelle et culturelle était à la traîne par rapport à la reconstruction matérielle. En Europe de l'Ouest, un matérialisme de la consommation déchaîné s'est opposé au matérialisme dialectique de l'Europe de l'Est,

où les gens devaient vivre plus modestement. Au cours des décennies suivant la guerre froide, l'Amérique a pu régner grâce à la peur du «communisme» et à l'arrogance occidentale contre le «reste du monde», legs peu utile de l'histoire occidentale, ceci en faisant aveuglément confiance à sa supériorité nucléaire.

Après le soi-disant tournant de 1989, les attaques anglo-américaines contre la neutralité suisse ont commencé, cette dernière étant jusqu'alors officiellement très estimée, mais de toute évidence seulement tolérée. Ces attaques visaient à dévaloriser moralement la Confédération suisse en lui reprochant sa politique de réfugiés pendant la Seconde Guerre mondiale de manière grossièrement injustifiée.

Petit effort de mémoire indispensable

La situation de la Suisse en matière de politique des réfugiés avait déjà fait l'objet d'un examen aussi minutieux qu'honnête dans les années 1960. Du côté suisse, on avait reconnu des erreurs, mais aussi mis en lumière la situation extrêmement difficile de la Suisse face à l'encerclement des puissances belligérantes. Dans ce contexte, il faut se souvenir, entre autres, du documentaire télévisé de *Werner Rings*, dans lequel il avait soigneusement exposé et reconnu le rôle de la Suisse en tant que «grande puissance diplomatique» pendant la guerre (comme il l'exprima lui-même en tant que réfugié juif allemand résidant en Suisse!). Les attaques lancées contre la Suisse dans les années 1990 ont ignoré ces résultats de recherche, tout comme leurs auteurs ont passé sous silence leur propre rôle peu glorieux concernant les réfugiés. En effet, après la conférence d'Evian de 1938, la Suisse a été honteusement abandonnée face à la vague migratoire de réfugiés juifs et de réfugiés politiques. Que l'on compte en chiffres absolus ou relatifs, aucun pays au monde n'a accueilli autant de réfugiés juifs que ce petit pays neutre encerclé des puissances fascistes de l'Axe, menacé d'invasion et contraint de subvenir aux besoins existentiels de 4,5 millions d'habitants dans des conditions de blocus. Pourquoi tout cela a-t-il été effacé par l'amnésie historique imposée?

Assaut de la guerre hybride...

Il s'agissait manifestement d'autre chose! Les relations commerciales de la Suisse dans le monde entier ont eu pour conséquence que de nombreux avoirs étrangers étaient également gérés par des instituts financiers suisses. Une partie de ces avoirs est restée en suspens après les gigantesques pertes humaines de la guerre mondiale, car les titulaires des comptes n'étaient plus repérables. Contrairement à d'autres pays, en Suisse ces «avoirs en déshérence» n'ont pas été confisqués. Les convoitises se sont alors tournées vers elle et, après des décennies, les milieux américains ont soudainement reproché à la Suisse d'avoir profité illicitement du massacre des juifs par les nazis, en se nommant

avocats et tutelles des «lésés». Une campagne de discréditation envers la Suisse a aussitôt été lancée dans le monde entier et des plaintes collectives, menées par des avocats américains, ont exigé des milliards et des milliards de la Suisse. S'en sont suivies des années d'enquêtes extrêmement coûteuses menées par la Commission *Volcker*. Elles ont finalement abouti à un montant d'environ 50 millions de francs suisses d'avoirs en déshérence – comme l'avaient déjà estimé les banques suisses elles-mêmes. En 1998, celles-ci ont conclu un accord avec le juge (américain) *Edward Korman* qui leur a coûté en effet 1,8 milliard de francs. Une grande partie de cette somme a finalement été distribuée selon le principe de l'arrosage, y compris à des bénéficiaires qui justifiaient que faiblement leurs prétentions en tant que descendants ou parents de victimes de l'Holocauste.

A ce moment, le Conseil fédéral suisse avait déjà cédé au chantage et à la menace de l'autorité de surveillance de la bourse de New York d'exclure les établissements financiers suisses du négoce. En dépit de cet empressement indigne, la place financière suisse est restée la cible de mesures inamicales de la part de ses concurrents américains. Avons-nous oublié que les axes de transit suisses ne sont pas devenus moins importants pour la logistique en Europe occidentale qu'ils ne l'étaient à l'époque de la Seconde Guerre mondiale? Dans les mains d'une Suisse neutre, ils restent un gage contre le chantage – ce qui ne fait pas le bonheur de tous, naturellement.

... contre le système immunitaire suisse

Mais il y restait un dommage à dimension morale, bien plus important que ceux infligés à la Suisse dans le domaine économiques. Il se caractérisait par l'impact émotionnel négatif sur toute une génération de Suisses, alors jeune, suite à cet assaut sur la présumée performance historique lamentable de leurs grands-parents pendant la guerre mondiale. On est allé jusqu'à étouffer les voix des témoins vifs de la génération de la guerre en les privant de leur droit de s'exprimer en public. «Honte à la Suisse!», telle était la devise orchestrée ailleurs. Tandis que sur le plan intérieur, ce sont les «créateurs culturels» qui se prêtaient en avant-garde de la campagne indigne, selon le mot de passe de la «théorie critique» post-marxiste de l'école dite de Francfort, qui ont joué le rôle d'incitateurs opportunistes dans ce jeu. Ils ont commencé à diffamer le pays qui leur garantissait pourtant une bonne éducation et les dorlotait en leur attribuant des prix, des bourses et des stages (à New York, au hasard) et la possibilité de créer ce qu'ils prenaient pour culture, sans censure. Si des hommes de lettres comme *Dürrenmatt* avec leur soi-disant patriotisme critique des années 60 et la génération de nos «créateurs culturels» de la mouvance anti-suisse (applaudissant la devise suicidaire de «700 ans, ça suffit») avaient déjà distancé émotionnellement la jeunesse académique suisse de sa patrie, leur œuvre de sape destructive continue. Face à ce triste spectacle, de nombreux Suisses réagissent en haussant les épaules, perplexes, ou tentent de se mettre en règle avec les agresseurs.

Il faut résister à l'opportunisme atlantique!

Il faut donc à nouveau une image plus saine de la Suisse et des Suisses, une sorte de réaction immunitaire à la maladie opportuniste, remède qui émane du centre de la population, consciente d'où elle vient et surtout d'où elle veut aller dans notre monde déchiré. L'heure est décidément à la riposte!

La guerre en Ukraine a été provoquée

par Jeffrey D. Sachs



Jeffrey D. Sachs
(photo mad)

C'est lorsqu'on ré-évalue que l'élargissement de l'OTAN est au cœur de cette guerre que l'on comprend pourquoi le recours à l'armement américain n'y mettra pas un terme et pourquoi la solution est de redoubler d'efforts sur le plan diplomatique.

Dans son livre *1984*, George Orwell a écrit que «Celui qui maîtrise le passé contrôle l'avenir: celui qui maîtrise le présent contrôle le passé». Les gouvernements tâchent continuellement de déformer la perception du passé par le public. Concernant la guerre d'Ukraine, l'administration Biden a affirmé à plusieurs reprises et à tort que la guerre d'Ukraine avait commencé par une attaque injustifiée de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. En réalité, la guerre a été provoquée par les Etats-Unis dans des conditions que les principaux diplomates américains avaient anticipées depuis des décennies, ce qui signifie que la guerre aurait pu être évitée et qu'on devrait à présent y mettre un terme par le biais de négociations.

Reconnaître que la guerre est le fruit d'une provocation nous aide à comprendre comment y mettre fin. Cela ne justifie pas l'invasion par la Russie. Il aurait été bien plus judicieux pour cette dernière d'intensifier ses échanges diplomatiques avec l'Europe et le monde non occidental afin de leur faire prendre conscience du militarisme et de l'unilatéralisme des Etats-Unis et de s'y opposer. En fait, les efforts incessants des Etats-Unis pour élargir l'OTAN suscitent une large opposition dans le monde entier, de sorte que la diplomatie russe aurait sans doute été plus efficace que son recours à la guerre.

Les deux provocations majeures

L'équipe Biden utilise sans cesse le mot «unprovoked» (non provoqué), notamment lors du récent discours de Biden prononcé à l'occasion du premier anniversaire de la guerre, dans une récente déclaration de l'OTAN et dans la plus récente déclaration du G7. Les grands médias favorables à Biden se contentent de répéter les propos de la Maison-Blanche. Premier coupable, le *New York Times* a utilisé le terme «non provoqué» pour qualifier l'invasion à pas moins de 26 reprises, dans cinq éditoriaux, 14 colonnes d'opinion rédigées par des rédacteurs du NYT et sept articles d'opinion rédigés par des commentateurs invités! Il y a eu en fait deux provocations majeures de la part des Etats-Unis. La première était l'intention des Etats-Unis d'étendre l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie afin d'encercler la Russie dans la région de la mer Noire par les pays de l'OTAN (Ukraine, Roumanie, Bulgarie, Turquie et Géorgie, dans l'ordre inverse des aiguilles d'une montre). La seconde est le rôle joué par les Etats-Unis dans l'installation d'un régime russophobe en Ukraine à la suite du renversement par la force du Président ukrainien pro-russe, Viktor Ianoukovitch, en février 2014. La guerre civile en Ukraine a commencé avec le renversement de Ianoukovitch il y a neuf ans, et non en février 2022 comme le gouvernement américain, l'OTAN et les dirigeants du G7 voudraient nous le faire croire.

La paix en Ukraine passe par des négociations

Biden et son équipe en charge de la politique étrangère refusent de débattre des origines de cette guerre. Les reconnaître saperait l'administration de trois manières. Premièrement, cela mettrait en évidence le fait que la guerre

«Concernant la guerre d'Ukraine, l'administration Biden a affirmé à plusieurs reprises et à tort que la guerre d'Ukraine avait commencé par une attaque injustifiée de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. En réalité, la guerre a été provoquée par les Etats-Unis dans des conditions que les principaux diplomates américains avaient anticipées depuis des décennies, ce qui signifie que la guerre aurait pu être évitée et qu'on devrait à présent y mettre un terme par le biais de négociations.»

aurait pu être évitée ou arrêtée rapidement, épargnant à l'Ukraine sa dévastation actuelle et aux Etats-Unis plus de 100 milliards de dollars de dépenses à ce jour. Deuxièmement, cela révélerait le rôle que le Président Biden a personnellement joué dans la guerre en participant au renversement de Ianoukovitch et, avant cela, en soutenant résolument le complexe militaro-industriel et en préconisant très tôt l'élargissement de l'OTAN. Troisièmement, cela amènerait Biden à la table des négociations, ce qui saperait les efforts constants déployés par son administration en faveur de l'expansion de l'OTAN.

Il suffit de consulter les archives

Les archives montrent de manière irréfutable que les gouvernements américain et allemand ont promis à plusieurs reprises au Président soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne se déplacerait pas «d'un pouce vers l'est» lorsque l'Union soviétique a démantelé l'alliance militaire du Pacte de Varsovie. Néanmoins, les Etats-Unis ont entamé la planification de l'expansion de l'OTAN au début des années 1990, bien avant que Vladimir Poutine ne devienne Président de la Russie. En 1997, l'expert en sécurité nationale Zbigniew Brzezinski a établi le calendrier de cette extension de l'OTAN avec une précision remarquable.

Les diplomates américains et les dirigeants ukrainiens savaient pertinemment que l'élargissement de l'OTAN risquait de déboucher sur une guerre. George Kennan, le grand érudit et homme d'Etat américain, a qualifié l'élargissement de l'OTAN d'«erreur fatale», déclarant dans le *New York Times*: «On peut s'attendre à ce qu'une telle décision enflamme les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes de l'opinion russe, qu'elle ait un effet négatif sur le développement de la démocratie russe, qu'elle rétablisse l'atmosphère de la guerre froide dans les relations Est-Ouest et qu'elle pousse la politique étrangère russe dans des directions qui ne sont certainement pas à notre avantage».

William Perry, Secrétaire à la Défense du Président Bill Clinton, avait envisagé de démissionner pour protester contre l'élargissement de l'OTAN. Evoquant ce moment crucial de la décennie 1990, Perry déclarait en 2016:

«Notre premier faux-pas dans la mauvaise direction a été de commencer à élargir l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est, y compris à ceux qui jouxtaient la frontière russe»: A l'époque, nous coopérons étroitement avec la Russie qui commençait à se faire à l'idée que l'OTAN pouvait être un ami plutôt qu'un ennemi... mais la présence de l'OTAN à leur frontière les mettait très mal à l'aise et ils nous ont vivement conseillé de ne pas poursuivre dans cette voie».

En 2008, William Burns, alors ambassadeur des Etats-Unis en Russie et aujourd'hui direc-

teur de la CIA, a cablé à Washington une mise en garde détaillée contre les risques considérables liés à un élargissement de l'OTAN:

«Le souhait de l'Ukraine et de la Géorgie d'adhérer à l'OTAN fait plus qu'agacer les nerfs de la Russie, il engendre de sérieuses inquiétudes quant à ses conséquences pour la stabilité de la région. Non seulement la Russie perçoit cela comme un encerclement et des efforts visant à saper sa propre influence dans la région, mais elle craint également des conséquences imprévisibles et incontrôlées qui affecteraient gravement ses intérêts en matière de sécurité. Les experts nous disent que la Russie craint particulièrement que les profondes divergences de la population ukrainienne au sujet de l'adhésion à l'OTAN – une grande partie de la communauté russophone étant opposée à l'adhésion – ne conduisent à une scission majeure, accompagnée de violences ou, au pire, à une guerre civile. Dans cette éventualité, la Russie pourrait être amenée à décider d'intervenir, une décision à laquelle elle ne veut pas être confrontée».

Les dirigeants ukrainiens savaient pertinemment que toute pression en faveur de l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine serait synonyme de guerre. L'ancien conseiller de Zelensky, Oleksiy Arestovitch, a déclaré en 2019 lors d'une interview «que le prix à payer pour rejoindre l'OTAN est une bonne guerre avec la Russie».

«Régime-change» selon les recettes éprouvées

De 2010 à 2013, Ianoukovitch a prôné la neutralité, conformément à l'opinion publique ukrainienne. Les Etats-Unis ont œuvré secrètement au renversement de Ianoukovitch, comme en témoigne l'enregistrement de Victoria Nuland, alors secrétaire d'Etat adjointe des Etats-Unis, et de l'ambassadeur des Etats-Unis Geoffrey Pyatt, qui planifient le gouvernement post-Ianoukovitch quelques semaines avant le renversement violent de ce dernier. Lors de cet appel, Nuland a clairement indiqué qu'elle était en étroite coordination avec le vice-président de l'époque, Joe Biden, et son conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan. C'est cette même équipe Biden-Nuland-Sullivan qui est aujourd'hui au centre de la politique américaine concernant l'Ukraine.

Après le renversement de Ianoukovitch, la guerre a éclaté dans le Donbass, tandis que la Russie a revendiqué la Crimée. Le nouveau gouvernement ukrainien a demandé son adhésion à l'OTAN, et les Etats-Unis ont armé et aidé à restructurer l'armée ukrainienne pour la rendre compatible avec l'OTAN. En 2021, l'OTAN et l'administration Biden se sont fermement engagées à assurer l'avenir de l'Ukraine au sein de l'OTAN.

«Pour parvenir à la paix en Ukraine, il est indispensable de négocier sur la base de la neutralité de l'Ukraine et du non-élargissement de l'OTAN. L'insistance de l'administration Biden sur l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine a fait de ce pays la victime d'aspirations militaires américaines mal conçues et irréalisables. Il est temps d'arrêter les provocations et de rétablir la paix en Ukraine par la voie des négociations.»

Dans la période précédant l'invasion russe, l'élargissement de l'OTAN était au centre des préoccupations. Dans son projet de traité OTAN-russe (17 décembre 2021), Poutine préconisait l'arrêt de tout élargissement de l'OTAN, ce que les dirigeants russes ont présenté comme l'élément déclencheur du conflit lors de la réunion du Conseil national de sécurité russe, le 21 février 2022. Ce jour-là, dans son discours à la nation, Poutine a déclaré que l'élargissement de l'OTAN était l'une des principales raisons de l'invasion.

L'historien Geoffrey Roberts a récemment écrit:

«La guerre aurait-elle pu être évitée par un accord russo-occidental qui aurait stoppé l'expansion de l'OTAN et neutralisé l'Ukraine en échange de solides garanties d'indépendance et de souveraineté ukrainiennes? C'est tout à fait possible».

En mars 2022, la Russie et l'Ukraine ont évoqué des avancées vers une rapide résolution du conflit par la négociation, sur la base de la neutralité de l'Ukraine. Selon Naftali Bennett, ancien Premier ministre israélien, qui a joué le rôle de médiateur, un accord était sur le point d'être conclu avant qu'il ne soit rejeté par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Bien que l'administration Biden affirme que l'invasion russe ait été injustifiée, la Russie a pourtant recherché des options diplomatiques en 2021 pour éviter la guerre, tandis que Biden a rejeté toute tentative diplomatique, insistant sur le fait que la Russie n'avait pas son mot à dire sur la question de l'élargissement de l'OTAN. En mars 2022, la Russie a fait appel à la diplomatie, tandis que l'équipe de M. Biden a de nouveau fait obstacle à une solution diplomatique pour mettre fin à la guerre. En reconnaissant que la question de l'élargissement de l'OTAN est au cœur de cette guerre, nous comprenons pourquoi le recours au matériel militaire américain ne mettra pas fin au conflit. La Russie fera tout ce qui est nécessaire pour empêcher l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine.

Pour parvenir à la paix en Ukraine, il est indispensable de négocier sur la base de la neutralité de l'Ukraine et du non-élargissement de l'OTAN. L'insistance de l'administration Biden sur l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine a fait de ce pays la victime d'aspirations militaires américaines mal conçues et irréalisables. Il est temps d'arrêter les provocations et de rétablir la paix en Ukraine par la voie des négociations.

(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

*Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains*

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65
50
Fax +41 44 350 65
51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

* Jeffrey David Sachs est un économiste américain, Directeur de l'UN Sustainable Development Solutions Network, l'organisme qui œuvre en faveur du développement durable à l'ONU. De 2002 à 2016, il a été directeur de l'Earth Institute à l'Université de Columbia et, de 2002 à 2006, conseiller spécial pour les Millennium Development Goals auprès du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, ainsi que Conseiller auprès du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de l'OMC et du PNUD.

La question des réfugiés ukrainiens

Les voisins de l'Ukraine poussent Zelensky à faire la paix, alors que des millions de personnes déplacées affluent en Europe

par Seymour Hersh



Seymour Hersh
(photo Wikipedia)

Samedi dernier, le «Washington Post» a publié un exposé de documents internes des services secrets américains montrant qu'en début d'année, derrière le dos du gouvernement Biden, le Président ukrainien Zelensky a fait pression pour une série élargie de frappes de missiles

sur la Russie. Les documents faisaient partie d'un vaste ensemble de documents classifiés, mis en ligne par un membre de l'armée de l'air aujourd'hui emprisonné. Un haut fonctionnaire de l'administration Biden, à qui le «Washington Post» a demandé de commenter les informations nouvellement révélées des services secrets, a déclaré que Zelensky n'avait jamais violé sa promesse de ne jamais utiliser d'armes américaines pour attaquer des territoires à l'intérieur de la Russie. Selon la Maison Blanche, il est exclu que Zelensky fasse des erreurs de cette envergure.

Le souhait de Zelensky de porter la guerre en Russie, pourtant évident, ne semble pas aller de soi pour le Président et les conseillers de haut rang en politique étrangère à la Maison Blanche, mais il l'est pour ceux qui, au sein de la communauté américaine du renseignement, ont eu du mal à faire entendre leurs informations et leurs estimations dans le *Bureau ovale*. Pendant ce temps, le massacre se poursuit dans la ville de Bachmut. Bien que moins volumineux il ressemble par son idiotie aux massacres de Verdun et de la Somme pendant la Première Guerre mondiale. Les hommes responsables de la guerre actuelle à Moscou, Kiev et Washington n'ont même pas montré d'intérêt pour des pourparlers d'armistice temporaires pouvant servir de prélude à un accord durable. Pour l'instant, on ne parle que de la possibilité d'une offensive par l'une des deux parties à la fin du printemps ou en été.

Débats européens informels

Cependant, comme certains agents de renseignement américains le savent et l'ont rapporté en secret, quelque chose d'autre est en préparation sous l'impulsion de représentants gouvernementaux à différents niveaux en Pologne, en Hongrie, en Lituanie, en Estonie, en République tchèque et en Lettonie. Ces pays sont tous des alliés de l'Ukraine et des ennemis déclarés de Vladimir Poutine.

Ce groupe, dirigé par la Pologne, dont les dirigeants ne craignent plus l'armée russe parce que la performance de celle-ci en Ukraine a réduit en miettes l'éclat de son succès à Stalingrad pendant la Seconde

Guerre mondiale, a poussé en silence Zelensky à trouver un moyen de mettre fin à la guerre, en démissionnant s'il le faut, et à entamer la reconstruction de son pays. Zelensky ne se laisse pas décontenancer, comme le montrent les messages interceptés et d'autres données connues de la CIA. Il commence à perdre le soutien personnel de ses voisins.

L'un des moteurs des discussions européennes informelles avec Zelensky a été les plus de cinq millions d'Ukrainiens qui ont fui la guerre et quitté le pays en s'enregistrant auprès de leurs voisins dans le cadre d'un accord de l'UE, pour bénéficier d'une protection temporaire comprenant des droits de séjour, l'accès au marché du travail, un logement, de l'aide sociale et des soins médicaux. Selon une évaluation publiée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ce chiffre fait abstraction des quelque trois millions de réfugiés ukrainiens qui ont fui la zone de guerre sans visa pour se rendre dans l'un des 27 pays européens qui, entre eux, ont aboli les contrôles aux frontières dans le cadre de l'accord de Schengen. Bien que l'Ukraine ne fasse pas partie de l'UE, elle bénéficie désormais de tous les avantages de l'accord de Schengen. Quelques Etats épuisés par 15 mois de guerre ont réintroduit certaines formes de contrôle aux frontières, mais la crise régionale des réfugiés ne sera pas résolue tant qu'il n'y aura pas d'accord formel de paix.

Le UNHCR rapporte que la libre circulation des Ukrainiens vers les pays baltes et les pays de l'UE en Europe occidentale «rend particulièrement difficile de déterminer avec précision combien d'Ukrainiens ont atteint l'UE au cours des derniers mois et où ils se trouvent actuellement». Selon le rapport, la «grande majorité» des réfugiés ukrainiens sont des femmes et des enfants, et un tiers d'entre eux ont moins de 18 ans. 73 pour cent des réfugiés en âge de travailler sont des femmes, dont beaucoup sont mères d'enfants.

Des coûts énormes

Une analyse du problème des réfugiés en Europe réalisée en février par le *Council on Foreign Relations* a révélé que des «dizaines de milliards de dollars» d'aide humanitaire avaient été versés aux pays voisins de l'Ukraine pendant la première année de la guerre. «Alors que le conflit entre dans sa deuxième année et qu'aucune fin n'est en vue», indique le rapport, «les experts s'inquiètent de la lassitude des pays d'accueil».

Il y a quelques semaines, j'ai appris que les services de renseignement américains savent que certains officiels d'Europe occidentale et des pays baltes souhaitaient la fin de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Ils en sont arrivés à la conclusion qu'il est temps pour Zelensky

de «faire demi-tour» et de rechercher un accord. Un fonctionnaire américain bien informé m'a dit que certains dirigeants de la Hongrie et de la Pologne font partie de ceux qui souhaitent que l'Ukraine s'engage dans des discussions sérieuses avec Moscou. «La Hongrie est un acteur important dans cette affaire, tout comme la Pologne et l'Allemagne, et ils travaillent à faire céder Zelensky», a déclaré le fonctionnaire américain. Les dirigeants européens ont clairement indiqué que «Zelensky peut garder ce qu'il possède», une villa en Italie et des parts dans des comptes bancaires offshore, «s'il élabore un accord de paix, même si le seul moyen d'y parvenir est de le payer pour cela».

Zelensky refuse encore de partir

Jusqu'à présent, selon ce fonctionnaire, Zelensky a refusé de tels conseils et a ignoré les offres de sommes d'argent importantes destinées à faciliter sa retraite dans une propriété qu'il possède en Italie. Au sein de l'administration Biden, il n'y a aucun soutien pour un accord impliquant le départ de Zelensky, et en France et en Angleterre les dirigeants sont «trop engagés» envers Biden pour envisager un tel scénario. Il y a une réalité que certains éléments de la communauté américaine du renseignement ne peuvent pas ignorer, a déclaré le fonctionnaire, même si la Maison Blanche n'en tient pas compte: «L'Ukraine est à court d'argent, et on sait que les quatre prochains mois seront critiques. Les Européens de l'Est parlent d'un accord». Le problème pour eux, selon le fonctionnaire, «c'est comment faire en sorte que les Etats-Unis cessent de soutenir Zelensky». Le soutien de la Maison Blanche va au-delà des besoins de la guerre: «Nous payons tous les fonds de retraite pour l'Ukraine».

Mais Zelensky veut davantage, dit le fonctionnaire. «Zelensky nous dit que si nous voulons gagner la guerre, nous devons lui donner plus d'argent et plus de matériel. Il nous dit: «Je dois payer les généraux». Il nous dit que s'il est évincé de son poste, il ira au plus offrant. Il préférerait partir en Italie plutôt que de rester et d'être éventuellement tué par ses propres hommes».

«Mais comme d'habitude», a déclaré le fonctionnaire, «les services de renseignement ne savent pas ce que le Président et ses conseillers en politique étrangère savent de la réalité à la Maison Blanche» en ce qui concerne le débat européen sur une manière de mettre fin à la guerre. «Nous continuons de former les Ukrainiens à piloter nos F-16, qui sont abattus par la Russie dès qu'ils entrent dans la zone de guerre. La presse mainstream se consacre à Biden et à la guerre, et Biden continue de parler du grand Satan à Moscou alors que l'économie russe se porte bien. Pou-

tine peut rester là où il est», au pouvoir, «bien qu'il n'ait pas réussi à rayer l'Ukraine de la carte en tant qu'Etat indépendant. Lui qui pensait gagner la guerre avec une seule division aéroportée», en se livrant à une allusion sardonique au sujet de la tentative ratée de la Russie, dans les premiers jours de la guerre, de s'emparer d'un aéroport important en y déposant une troupe d'assaut.

Le vrai problème est la Maison Blanche

Selon le fonctionnaire, «le problème de l'Europe» en vue d'un règlement rapide de la guerre, «c'est que la Maison Blanche veut que Zelensky survive, alors qu'il y en a d'autres», en Russie et dans certaines capitales européennes, «qui affirment que Zelensky doit partir, quoi qu'il arrive».

Il n'est pas certain que cette compréhension soit parvenue jusqu'au *Bureau ovale*. On m'a dit que certaines des informations de renseignement valables sur la guerre n'atteignent pas le Président, sans que cela soit la faute de ceux qui produisent des évaluations différentes ou contraires. Depuis l'entrée en fonction de l'administration Biden, le Président s'appuierait sur des briefings et autres documents produits par *Avril Haines*, la directrice du service national de renseignement. Cette dernière a passé une grande partie de sa carrière au service du ministre des Affaires étrangères *Anthony Blinken*, dont les relations et l'entente avec Biden sur les questions concernant la Russie et la Chine remontent à plusieurs décennies.

Pour certains dans la communauté du renseignement, m'a-t-on dit, le seul salut a été le directeur de la CIA *William Burns*. Burns a été ambassadeur en Russie et secrétaire d'Etat adjoint, en plus il est considéré comme quelqu'un qui s'est opposé à certaines inepties de la Maison Blanche en matière de politique étrangère. «Il ne veut pas être un rat sur un bateau qui coule», m'a dit le fonctionnaire.

D'autre part, on m'a dit que les personnes de la CIA préparant le *President's Daily Brief* ne savent pas si Joe Biden est un lecteur régulier de leur résumé du renseignement. Le document fait généralement trois pages. Il y a des décennies, quelqu'un m'a dit, et demandé à l'époque de ne pas écrire sur le sujet, que *Ronald Reagan* ne lisait que rarement le *President's Daily Brief*, jusqu'à ce que *Colin Powell*, qui était alors à la Maison Blanche, commence à l'enregistrer à l'aide d'un caméra vidéo. L'enregistrement était ensuite présenté au Président. Aujourd'hui, on peut se demander qui pourrait bien s'emparer de cette tâche, en guise d'un Colin Powell en faveur de Biden.

Source: © Seymour Hersh; <https://seymourhersh.substack.com/> du 17.5.2023

(Traduction Anti-Spiegel(Horizons et débats))

Le G-7 se radicalise

La Jornada, éditorial du lundi 22 mai 2023

Le dernier sommet du G-7 – regroupant les sept pays les plus riches du monde sous régie occidentale (Etats-Unis, Canada, Japon, France, Royaume-Uni, Allemagne, Etats-Unis et Italie) qui s'est déroulé à Hiroshima (Japon), a été l'occasion d'une véritable prolifération de manifestations d'hostilité à l'égard de la Chine et, bien sûr, de la Russie. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les dirigeants du G7 se sont engagés à accroître la pression sur Moscou pour forcer le gouvernement de Vladimir Poutine à procéder à un retrait «complet et inconditionnel» du territoire ukrainien. Ils se sont également prononcés en faveur d'un soutien militaire et diplomatique accru à Volodymyr Zelensky, lequel s'était rendu à Hiroshima à bord d'un avion officiel français. Compte tenu du caractère illusoire d'une éventuelle reddition complète de la Russie, il est évident qu'en aidant Kiev, on prolongera la guerre, les destructions et les souffrances des Ukrainiens et des Russes. On augmentera de ce fait les risques d'une confrontation directe entre la Russie et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN),

dont sont membres six des sept Etats représentés à la réunion.

Cette attitude agressive du G-7 visait également la Chine, en l'accusant de recourir à la «force ou à la coercition» dans une supposée quête d'expansion territoriale. Cela correspond en fait à la revendication de Pékin sur l'île de Taïwan, partie intégrante du territoire chinois. La grande puissance asiatique s'est également vue accusée de promouvoir la militarisation de la région Asie-Pacifique, accusation qui s'appliquerait avec davantage de pertinence aux Etats-Unis dont les gouvernements ont maintenu dans la région, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un dispositif militaire disproportionné et menaçant. Ils leur reviennent d'avoir récemment intensifié les manœuvres militaires dans cette région hautement précaire, avec leurs alliés représentés par la Corée du Sud, le Japon et Taïwan elle-même.

Les propos de dirigeants plus modérés et plus équilibrés, invités à la réunion, tels le Brésilien *Luis Inácio Lula da Silva* et l'Indien *Narendra Modi* n'ont rencontré aucun écho. Ils ont proposé de recourir à la diplomatie

pour résoudre la confrontation russo-ukrainienne plutôt que de prôner une improbable défaite de la Russie par le biais d'une livraison massive d'armes de haute technologie au gouvernement de Zelensky.

Le sommet a atteint un niveau particulièrement honteux, voire grotesque, avec l'exhortation adressée au régime afghan de «remplir ses engagements en matière de lutte contre le terrorisme», une expression qui semblait tirée des discours prononcés, il y a deux décennies, par l'ancien président américain *George W. Bush*. C'était sur ses ordres que des forces armées sous le commandement états-unien ont envahi et ravagé cette nation d'Asie centrale, précisément sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme. Il ne faut pas oublier que l'Afghanistan est aujourd'hui en proie à une grave crise économique consécutive à cette invasion et qu'il est en outre soumis à une oppression fondamentaliste brutale, encouragée par Washington dans les années 1970 et 1980, puis renversée en 2001, et qui s'est reconstituée après la fin de l'occupation manquée du pays par les troupes occidentales.

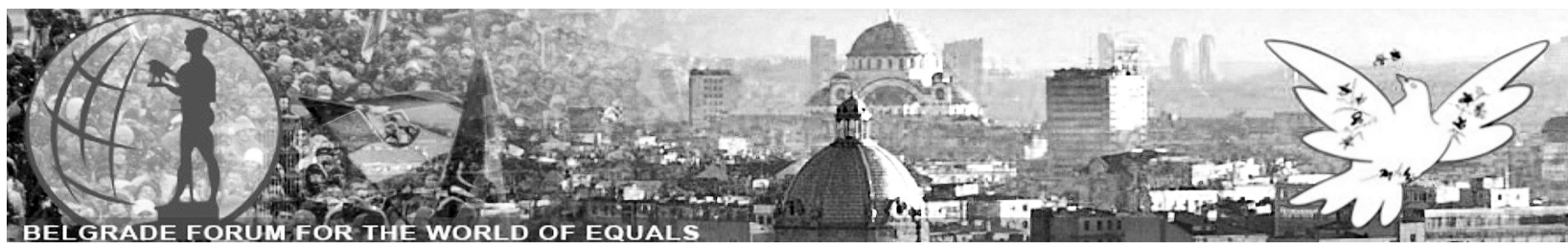
Dans les circonstances actuelles, alors qu'ils vivent sous une dictature théocratique et dans des conditions matérielles déplorables, le terrorisme est la dernière préoccupation des Afghans.

La seule position défendable des puissances économiques occidentales réside peut-être dans leur volonté de mettre en place une «immigration sécurisée, organisée et légale» au niveau mondial et de s'attaquer aux «réseaux criminels organisés qui facilitent l'immigration clandestine et les dangereux périples des sans-papiers et des demandeurs d'asile». Il s'agit toutefois d'une approche superficielle, voire frivole, des flux migratoires mondiaux, qui sont certes exploités par les trafiquants d'êtres humains, mais dont les causes sont les inégalités brutales entre les pays riches et les pays pauvres, ainsi que les conséquences du pillage et des spoliations néocoloniales perpétrées par les premiers sur les seconds, pratiques dont les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni comptent parmi les représentants les plus éminents dans le monde.

(Traduction Horizon et débats)

Appel solennel pour la paix En faveur de la raison, de l'égalité et du développement

Les participants de l'assemblée annuelle du «Forum de Belgrade pour un monde d'égaux», dont le déroulement a eu lieu à Belgrade, le 22 avril 2023, ont exprimé leur profonde inquiétude face à l'escalade du conflit en Ukraine, compte tenu du risque croissant de la propagation incontrôlée. Ils lancent un appel public urgent en sollicitant le cessez-le-feu immédiat et ses négociations impératives de paix. Tous les participants ont approuvé, avec notre insistance, sur la nécessité du dialogue et des négociations comme uniques moyens de mettre enfin un terme aux pertes humaines et à la destruction et de réorienter toutes les ressources vers la stabilisation, la reconstruction et le développement. Pour y parvenir, il faut arrêter toutes sortes de provocations et d'incitations au conflit. Il faut faire preuve de bon sens et de courage pour identifier les causes du conflit et les aborder sans poursuivre des intérêts géostratégiques élargis. La paix en Ukraine est une condition préalable pour que l'Europe et le monde puissent normaliser le développement, les chaînes d'approvisionnement et la coopération en s'engageant dans la construction d'un nouvel ordre mondial fondé sur l'égalité souveraine de tous les peuples et pays, la coexistence pacifique et la gestion démocratique des relations mondiales.



Les participants ont salué l'initiative de paix du Président de la République populaire de Chine *Xi Jinping* et ses efforts constructifs continus pour initier et faciliter le dialogue entre les deux parties.

Ni l'Europe ni le reste du monde n'ont besoin de divisions, d'isolements, de murs ou de blocs reformés sous quelque prétexte que ce soit, mais plutôt du recours à la raison, au réalisme et à un développement d'égal à égal.

La paix est une condition préalable à la réorientation des énormes ressources consacrées à la course aux armements (plus de 2,2 billions de dollars) vers le développement et la création de meilleures conditions de vie pour tous, afin d'inciter l'Europe et le monde à se tourner plutôt vers le développement et l'application de nouvelles technologies, à rétablir les chaînes d'approvisionnement interrompues et à commencer à s'attaquer aux

crises énergétiques, alimentaires, migratoires et aux crises économiques et sociales mondiales en général.

Les participants ont insisté sur le fait que la paix et la sécurité sont des valeurs indissociables auxquelles tous les pays et tous les peuples ont droit, indépendamment de leur taille, de leur puissance économique ou militaire. Tout renforcement de la sécurité de certains pays au détriment de la sécurité d'autres pays est inacceptable, à leurs yeux.

Les participants de l'Assemblée ont exprimé leurs inquiétudes quant aux changements de plus en plus intenses des relations internationales, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont appelé tous les acteurs concernés à s'adapter aux réalités de l'ordre mondial multipolaire, excluant d'emblée l'hégémonie, l'unilatéralisme, les privilèges et la nécessité de garantir le respect de l'éga-

lité souveraine, du renforcement du multilatéralisme et du rôle du droit international sous l'égide des Nations unies.

Ils ont souligné l'importance, dans le contexte des nouvelles tendances se dessinant en Europe et dans le monde, de la politique de neutralité militaire de la Serbie. En effet, la stratégie de relations équilibrées de la Serbie avec tous les pays l'acceptant comme partenaire à part entière gagne en intensité. Cette situation se révèle en particulier avec ceux qui soutiennent sa souveraineté et son intégrité territoriale, dans l'attente de la résolution du statut de la province du Kosovo et de Metohija concernant leur autonomie au sein de la Serbie, conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Forum de Belgrade pour un monde des égaux, Belgrade, 24 avril 2023

(Traduction *Horizons et débats*)

De l'espoir?

par Karl-Jürgen Müller

Les différences ne pouvaient être plus accentuées! D'un côté la question rhétorique du Ministre de la propagande du Reich, *Joseph Goebbels*, après la lourde défaite de l'armée allemande à Stalingrad, «Voulez-vous la guerre totale?», dont la réponse fut un «oui» fanatique des milliers de membres du parti de Hitler, triés sur le volet au Palais des sports de Berlin, en février 1943? Ces derniers furent considérés à juste titre comme le sinistre bas-fond de la propagande national-socialiste et du mépris cynique de la nature humaine qui l'animait. Et de l'autre côté, avec une tonalité toute différente, les assertions, imprégnées de la cruauté de la Seconde guerre mondiale vécue, en préambule de la Charte des Nations unies datant de juin 1945, affirmant:

«Nous, peuples des Nations Unies, – résolu»

- , a préserver les générations futures du fleau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- a proclamer a nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes, et petites,
- a créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- a favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et à ces fins
- a pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,
- a unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- a accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,
- a recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,
- , avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.

Même après l'adoption de la Charte, cette profession de foi, il est vrai, n'avait jamais eu le poids de programme de la politique mondiale réelle. Comme elle n'a malheureusement pas régi les décisions effectives des Nations unies et de leurs organes compétents ni ceux du Conseil de sécurité, principalement responsable de la sécurité et de la paix, mais composé selon les critères de la politique de puissance. Mais cette profession de foi, en préambule de la Charte a toujours été et reste donc aujourd'hui encore l'expression fondamentale des besoins

«Des voix comme celles de l'ancien général de l'armée allemande *Erich Vad* ou celles s'articulant aux cercles du pouvoir européen ainsi que des membres des services secrets américains, citées par *Seymour Hersh*, ne représentent jusqu'à présent qu'une minorité seulement au sein des cercles détenant les sommets du pouvoir politique. [...] Ainsi, l'espoir d'un cessez-le-feu en Ukraine et au Proche-Orient et d'un meilleur ordre sécuritaire mondial se concentre actuellement, à juste titre, sur les efforts sérieux du monde non occidental. »

ancrés dans la nature sociale humaine et des aspirations du genre humain tout entier.

Le préambule évoque également le fait qu'il peut être nécessaire, «dans l'intérêt commun» de recourir à la «force armée» aboutissant, au chapitre VII de la Charte, sur les règles spécifiques à ce sujet. Il n'en reste pas moins que le recours à la force armée n'est pas abandonné au libre arbitre et qu'à la veille de ce pas ultime les alternatives sont à repérer de manière contraignante – de sorte qu'avant et même pendant le recours à la force armée, toutes les parties concernées ont le devoir de contribuer à la cessation de la violence le plus rapidement possible et à la réinstauration de la paix.

Il est d'autant plus étrange que les cercles au pouvoir des Etats occidentaux ne mentionnent que peu et semblent mépriser même les efforts diplomatiques des gouvernements chinois, de certains Etats africains et latino-américains, mais aussi du monde arabe, en vue de mettre fin à la «violence armée» en Ukraine et également au Proche-Orient (Syrie, Yémen, Libye, et malheureusement d'autres encore). Cette ignorance pratiquée envers les initiatives de paix étonne pourtant moins si on se souvient que ce sont justement ces mêmes cercles occidentaux au sommet qui ont provoqué directement ou indirectement les guerres au Proche-Orient et en Ukraine les ayant constamment alimentées. La Chine, l'Afrique, l'Amérique latine et les pays arabes savent que la recherche de la paix ne suit pas uniquement les voies de la raison idéaliste, mais qu'elle est aussi l'expression de ses propres intérêts fondamentaux. Ces régions du monde ne sont pas les seules à souffrir très concrètement de la guerre en Ukraine ou au Proche-Orient. La raison confirme que la recherche de la paix est d'une importance capitale dans l'existence de tous les êtres humains – argument qui prend tout son poids également face au fait qu'il y ait des personnes profitant matériellement des guerres ou pensant pouvoir en profiter. Même si ces orientations gênent la voie générale, elles ne sapent pas essentiellement celle de la raison humaine.

Erich Vad, général de brigade à la retraite de l'armée allemande et conseiller en politique mi-

litaire de la chancelière allemande *Angela Merkel*, actuellement en retraite, a expliqué dans un article publié de la «*Neue Zürcher Zeitung*» (daté du 15 mai 2023) que l'Occident n'avait aucun plan sur la manière dont la guerre en Ukraine pourrait être menée et, surtout, sur la manière dont elle pourrait être terminée. Comme il a écrit dans l'article précité, l'idée toujours affichée en Occident de vouloir vaincre la Russie dépasse les réalités. Les réflexions de *Vad* se distinguent positivement de nombreuses autres, présentées massivement de ses homologues, qu'elles intègrent la position russe. D'un «point de vue géostratégique», affirme le général de brigade allemand, «l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est inacceptable pour la Russie».

C'est pourquoi, toujours selon *Vad*, «l'exigence de laisser aux Russes le contrôle de la Crimée et des régions à forte population russe en Ukraine, ou d'accorder au Donbass la plus large autonomie possible, est plus réaliste d'un point de vue stratégique que de miser sur le droit ukrainien à l'autodétermination ou sur une longue guerre d'usure à fort potentiel d'escalade». La «mainmise du rival géopolitique américain sur la région de la mer Noire serait aussi inacceptable pour la Russie que le serait la perte de contrôle des Caraïbes et du canal de Panama pour les Etats-Unis ou la perte de contrôle de la mer de Chine méridionale ainsi que de Taiwan pour la Chine». A propos de l'Europe, *Vad* écrit, entre autres: «Au sujet de la Russie, la question se pose de savoir dans quelle mesure la poursuite de la guerre en Ukraine et la réédition de la guerre froide l'accompagnent peuvent être de l'intérêt stratégique de l'Europe». Et de suivre ainsi: «Si l'on part de l'exigence d'être un acteur global et stratégique, la situation de l'UE, mais surtout celle de l'Allemagne, s'est massivement détériorée avec la guerre en Ukraine.»

Enfin ceci encore: «Dans un monde multipolaire qui se dessine, le désengagement stratégique mutuel¹ ne le rendra en aucun cas plus sécurisé tandis que, du point de vue européen, la réédition de la Guerre froide avec

un rideau de fer à l'Est renouvelé ne serait guère l'option à privilégier»

Dans un article daté du 19 mai 2023, *Seymour Hersh* souligne le fait qu'il existe également au sein des cercles européens se trouvant dans la responsabilité politique suprême, un mécontentement croissant face aux conséquences négatives pour l'Europe de la guerre en Ukraine amenant à en réclamer sa fin.²

Des voix comme celles de l'ancien général de l'armée allemande *Erich Vad* ou celles s'articulant aux cercles du pouvoir européen ainsi que des membres des services secrets américains, citées par *Seymour Hersh*, ne représentent jusqu'à présent qu'une minorité seulement au sein des cercles détenant les sommets du pouvoir politique. Ceux qui décident ne sont souvent pas identiques à elles. Ceux-ci ne cessent d'afficher des airs très mauvais³ recourant à des justifications de plus en plus absurdes⁴.

Ainsi, l'espoir d'un cessez-le-feu en Ukraine et au Proche-Orient et d'un meilleur ordre sécuritaire mondial se concentre actuellement, à juste titre, sur les efforts sérieux du monde non occidental. Leur succès, que chacun ne peut que souhaiter, constituera en toute évidence une révélation pour les élites occidentales au pouvoir. Tandis que pour l'humanité, dans le monde entier, il sera reçu comme une bénédiction. •

¹ Lorsqu'*Erich Vad* mentionne les dangers liés au «désengagement stratégique mutuel», il fait évidemment état du fait que le monde multipolaire qui se dessine et dans lequel la coopération entre les grandes puissances diminue continuellement, deviendra d'autant plus conflictuel.

² <https://scheerpost.com/2023/05/19/seymour-hersh-the-ukraine-refugee-question/> du 19/05/23

³ Cf. à ce sujet les dernières décisions et propositions de décision du sommet du G7 et des Ministres des Affaires étrangères de l'UE: davantage d'armes pour l'Ukraine (bientôt des avions de combat?), davantage de sanctions contre la Russie, mais aucun plan du domaine diplomatique.

⁴ Par exemple, le président de l'Office fédéral allemand en matière de protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz) a déclaré que la démocratie allemande était menacée par des attaques de l'intérieur et de l'extérieur. Une déclaration comme celle des représentants de l'AFD disant que la Russie faisait la guerre à l'Ukraine «parce que ses propres intérêts en matière de sécurité avaient été violés par l'Occident» [ce qui est fait établi], constitue, dans le raisonnement de l'instance allemande suprême, un «récit» de la «propagande russe» qui favoriserait l'extrémisme de droite en Allemagne. (cf. <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/afd-russland-propaganda-deutschland-thomas-haldenwang-100.html> du 22/05/23). En toute évidence, les élites au pouvoir en Allemagne sont préoccupées par le fait que la position de la Russie «trouve plus que jamais de l'écho dans certaines parties de la population» – comme vient d'écrire l'un des principaux porte-voix des cercles dirigeants allemands, le «*Frankfurter Allgemeine Zeitung*», dans son édition du 23 mai 2023. Dans une telle situation, il est malheureusement devenu habituel en Allemagne depuis 1945 de recourir au grand marteau de «l'extrémisme de droite», la «*Faschismuskeule*», le gros bâton du fascisme.

Votation populaire fédérale suisse du 18 juin 2023

La loi sur le climat: promesses et réalités

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 18 juin, les Suisses se prononceront, aux urnes de la votation populaire, sur «La loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI)», contre-projet indirect à l'initiative «pour les glaciers. Le but de la proposition de loi se résume par le fait que, au travers de cette loi, la Suisse entend atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. La nouvelle loi proposée ne défendra pas la consommation d'agents énergétiques fossiles, mais elle devra être réduite autant que possible. La loi est censé réaliser l'accord de Paris de 2015, qui a pour objectif de réduire la hausse des températures. «Un autre objectif sera une orientation des flux financiers de l'Etat et des particuliers vers un développement pauvre en gaz à effet de serre». Le projet présenté veut initier l'orientation des flux financiers de l'Etat à grande échelle (l'argent des contribuables) vers un «Green New Deal».

Des chauffages favorables au climat – pour deux milliards de francs

La loi prévoit d'énormes subventions fédérales pour le changement des chauffages à mazout et à gaz ainsi que des chauffages électriques vers des systèmes de chauffage plus favorables au climat et plus efficaces:

«Art. 50a, nouveau, loi sur l'Énergie. Dans le cadre d'un programme d'impulsion doté de 200 millions de francs par année et limité à une durée de dix ans, la Confédération encourage le remplacement des installations de chauffage à combustibles fossiles et des chauffages électriques fixes à résistance par une production de chaleur à base d'énergies renouvelables, ainsi que les mesures dans le domaine de l'efficacité énergétique.»

Deux milliards de francs pour ce changement – une somme gigantesque, financée comment? Le Conseil Fédéral promet beaucoup disant: «Le projet renforce la protection du climat [...] sans imposer d'interdictions ni de nouvelles taxes ou impôts.» (Explications du Conseil fédéral [figurant dans la brochure délivrée à chaque citoyen en droit de vote, ndt.]

Cette affirmation enduit en erreur: ces milliards sont à prélever, si ce n'est pas par de nouveaux impôts ce sera par une hausse des impôts ou par une hausse du prix du courant qui, pour un nombre croissant de ménages et d'entreprises est actuellement déjà à peine réalisables. Il faut aussi mettre en garde contre l'activisme à tout prix. Ces dernières années, par exemple, beaucoup de propriétaires de maisons ont déjà remplacé leurs chauffages électriques ou à gaz en parfait (!) car la Confédération a recommandé ses nouveaux investissements (souvent subventionnés) en tant que favorables au climat. Et



Dans le cas d'installations photovoltaïques sur des surfaces libres, des utilisations secondaires sont souvent possibles – par exemple un pâturage extensif avec des moutons. (photo Wikipedia)

maintenant changer une seconde fois pour ne pas manquer les subventions considérables que promet la nouvelle loi? Quel gaspillage énorme d'argent et d'énergie!

Les systèmes de chauffage proposés ne sont pas à la portée de tous

Le Conseil Fédéral parle de chauffages à bois et de pompes à chaleur en tant que remplaçants efficaces de chauffage. Dans ce domaine, beaucoup de choses sont certes faisables, avant tout pour des propriétaires des bâtiments situés en campagne. Ou bien par l'élargissement de réseaux de chauffage à distance: aujourd'hui déjà, certains quartiers entiers de ville sont chauffés par la chaleur à distance, issues de centrales d'incinération d'ordures, une innovation à grande marge de progression. A cela s'ajoutent les améliorations d'efficacité par une meilleure isolation, prescrites pour les nouvelles constructions et les façades rénovées depuis des années, qui s'avère être d'efficacité considérable. Ces efforts sensés n'apporteront toutefois qu'une partie plutôt modeste en réduction d'énergie et ils sont tout sauf socialement acceptables: devons-nous laisser les locataires des villes financer le chauffage aux copeaux de bois et la cheminée du propriétaire, par le biais des coûts du chauffage?

D'où tirer les quantités énormes requises?

«Pour remplacer le gaz et le mazout, la Suisse aura besoin de d'avantage d'électricité. Il faut donc développer les énergies renouvelables telles que l'hydraulique et le photovoltaïque (panneaux solaires) en particulier.» (explications du conseil fédéral, p. 29)

Comme on le sait, jusqu'à présent, l'aménagement fonctionne au goutte à goutte et ne suffit même pas à égaliser le besoin en addition avec les quantités consommées en mazout et en gaz. Les milliards de subvention prévues par la Confédération ne combleront pas les lacunes, tant que des recours pour les empêcher ou les retarder sont possibles contre tout projet d'aménagement, petit ou grand. La Conseillère fédérale compétente en la matière ces derniers temps, *Simonetta Sommaruga*, avait promis l'«accélération de procédure», mais elle a quitté son poste sans résultat. Peut-être que son successeur *Albert Rösti* (Office fédéral de l'environnement, la circulation, l'énergie et la communication) y arrivera.

Considérons les conditions des énergies renouvelables existantes.

– **Renforcement de l'énergie hydraulique**: C'est la source d'énergie indigène la plus importante de la Suisse et qui est très efficace, bonne pour le climat et l'environnement. Elle couvre 56 % du besoin d'électricité suisse. Le renforcement de l'énergie hydraulique serait possible dans une plus grande ampleur (rehaussement des digues de barrage, de nouvelles centrales électriques). Mais, il faut le répéter, l'aménagement de cette source d'énergie respectueuse du climat ne progresse pas dans les délais utiles à cause du nombre de recours.

– **Photovoltaïque**: Plusieurs grands projets efficaces dans les hautes vallées des Alpes sont sur la table. Exemple *Grengiols* en Valais: l'ancien Conseiller national socialiste *Peter Bodenmann* a voulu réaliser le projet gigantesque *Grengiols Solar* sur une surface non utilisée de cinq kilomètres carrés, à 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer. 2000 heures Gigawatt de courant électrique ont été créées – autant que la production de la *Grande Dixence*, la plus grande centrale hydroélectrique suisse. Pour différentes raisons, entre autres un réseau insuffisant de lignes électriques, les 2000 heures Gigawatt ont diminué à 600 GWh et finalement à 110. Cela couvrirait les besoins de 37000 ménages.

Le fait est: il y a eu de vives oppositions de la part des protecteurs du climat, même contre des projets solaires comme *Grengiols Solar*. Un représentant de «IG Saflichtal» a déclaré dans le «Walliser Bote» du 16 mai 2023 que «chaque panneau était de trop». Alors d'où nous arrive le courant nécessaire pour une Suisse neutre en carbone? Il faudrait mettre de panneaux sur tous les toits, revendiquent les inconditionnels du photovoltaïque. Deux évidences s'opposent à cela: tous les toits ne conviennent pas à cette technologie (avant tout dans les villes) et les grandes installations dans les vallées non cultivées seraient bien plus efficaces et plus ensoleillées.

Les besoins accrus en énergie ne proviennent pas uniquement des chauffages

«Deux études établies sur mandat de la Confédération montrent qu'il est possible pour la Suisse de s'approvisionner en énergie, tant techniquement et que financièrement, tout en respectant la neutralité climatique d'ici à 2050», (Explications du Conseil Fédéral, p. 29)

Cette fière affirmation, répétée depuis des années, est bien loin des réalités. Est-ce que ces réalités changent si l'on repousse régulièrement l'année d'échéance (à 2050, actuellement!)

Les chauffages ne sont d'ailleurs pas les seuls à avoir besoin d'énergie. La loi planifiée n'aborde pas l'énorme besoin d'énergie dans les autres domaines, la circulation individuelle et le rail. Avec le remplacement des voitures à essence par des voitures électriques, le problème du besoin en énergie devient encore plus urgente. Il faut aussi inclure l'immigration. Beaucoup de questions ouvertes auxquelles la loi proposée ne répond pas!

1,2 milliards supplémentaires à la charge de la Confédération

Art. 6, alinéa 1, de la nouvelle loi sur le climat stipule: «La Confédération assure aux entreprises des aides financières pour le recours à des technologies et processus innovants jusqu'en 2030»

Chaque année pendant six ans, 200 millions de francs au plus seront mis à disposition, par exemple pour l'utilisation d'installations de production ménageant le climat.

On suppose que les entreprises prêtes à profiter de cet argent offert de la Confédération ne manqueront pas. Mais la question se pose une fois de plus: en dernière instance, qui prendra réellement cela en charge?

Les entreprises doivent «égaliser» les émissions de gaz à effet de serre restantes

Article 5, alinéa 1 de la nouvelle loi stipule, sous le titre *Feuille de route pour les entreprises et les branches*: «Toutes les entreprises doivent avoir ramené leurs émissions à zéro net d'ici à 2050 au plus tard.»

Le Conseil fédéral commente: «Les entreprises industrielles telles que les cimenteries ou les usines d'incinération des ordures ménagères, ainsi que l'agriculture ne peuvent pas éviter complètement les émissions de gaz à effet de serre. Il faut donc extraire le CO₂ des cheminées industrielles et de l'atmosphère. Ce CO₂ peut ensuite être stocké durablement et en toute sécurité, par exemple sous terre, ou dans le béton utilisé dans la construction. Cela se fait par le biais de technologies négatives en émissions». Ces technologies biologiques ou techniques absorbent le CO₂ de l'atmosphère et le stockent de façon durable dans les forêts, les sols, les produits en bois ou bien dans d'autres réservoirs de carbone.» (art. 2a, loi sur la protection du climat.)

Extraire le CO₂ de l'atmosphère? Comme nous l'avons appris à l'école, toutes les plantes ont besoin de CO₂ et le transforment en l'oxygène que nous respirons (photosynthèse). Pour maintenir le plus possible d'espaces verts et d'arbres, il faudrait ne pas cimenter nos villes par des constructions comprimées excessivement. Cela veut dire que nous ne pouvons pas laisser le nombre d'habitants dans notre petit pays croître sans limite.

Sans être spécialiste, j'ose supposer que le développement et l'application de telles technologies d'émissions négatives coûteraient aussi pas mal d'argent publique! De toute évidence, on se trouve face à une autre bonne affaire en faveur des «Entreprises du Green New Deal». Comptons-nous sur nos paysans et les usines à ciment pour régler tout ça?

En guise de résumé

Nul ne sait si l'objectif net-nul sera accessible, en théorie mais aussi en pratique. Le fait que certaines entreprises (pas seulement suisses!) pourront tirer des avantages et profits considérables, sur le dos des contribuables et des consommateurs du courant électrique ressort clairement de cette proposition de loi. Et, bien que le projet de loi porte la devise «renforcement de la sécurité énergétique» – suite à une lecture détaillée, une question urgente s'impose de toute évidence: comment répondre à notre besoin croissant en énergie (à 4,3% l'année passée seule!), après la disparition de l'énergie nucléaire et des énergies fossiles? La réponse, une fois de plus, est écrite dans les étoiles. •

Courrier des lecteurs

La confusion climatique à son apogée

Après l'agitation déclenchée par la pandémie, gérée de manière assez douteuse selon le droit d'urgence, et celle liée à la catastrophe du *Crédit suisse*, loin d'être terminée, nous autres citoyens suisses reviendrons à la démocratie, ce 18 juin, avec un projet de loi absurde soumis à votation fédérale. Les propositions de loi relatives à la protection du climat sont en effet aberrantes à plus d'un titre, d'autant plus que personne ne sait exactement comment le climat fonctionne, et cela vaut également pour les climatologues. Des théories et des modèles incomplets ainsi que des explications divergentes parmi les scientifiques sont néanmoins présentés comme des acquis établis. L'absence de preuves scientifiques sur la question du climat est notamment passée sous silence. C'est trop peu et inquiétant.

Manifestement, dans ce débat, on n'aime pas tenir compte du fait que longtemps avant l'époque préindustrielle – sans voitures – à savoir de 800 à 1300 après J.-C., l'humanité se trouvait face à une période chaude dénommée médiévale, où les températures étaient similaires à celles d'aujourd'hui. Elle a été suivie par ce que l'on appelle la «Petite période glaciaire» de 1300 à 1870, avec probablement le plus grand froid depuis 10000 ans. Ces derniers temps, les signes pointent vers un retour à une période chaude comme celle médiévale susmentionnée. Il n'y a pourtant pas lieu de paniquer, compte tenu des faits suivants. Au cours des 150 der-

nières années, la température globale a augmenté uniquement de 1,2 degré, tandis qu'aujourd'hui la teneur en CO₂ de l'air, décrite comme menaçante, est de 0,04% – l'homme contribuant à ce faible pourcentage à hauteur de 3% (donc 3% de 0,04%). Tout en reconnaissant les efforts des climatologues, il faut constater que les facteurs climatiques naturels peu étudiés que sont le soleil, les océans et les nuages, ont évidemment un poids particulièrement lourd dans la balance. Mais pour des raisons compréhensibles, ils ne figurent que peu dans les modèles climatiques.

En dépit de cette base très modeste de nos connaissances et conformément à la proposition de loi, nous devons défigurer notre nature avec des milliers d'éoliennes et d'installations photovoltaïques alpines, pour la plupart inefficaces, alors que nous ne continuerons pas à promouvoir les centrales nucléaires qui fonctionnent depuis des décennies en toute sécurité et que nous éliminerons bientôt. Il en va de même pour les sources d'énergie fossiles. Tout cela dans l'intérêt apparent de ceux qui veulent se procurer les énormes subventions prévues. La poursuite de recherches sérieuses sur le climat et l'indispensable sécurité d'approvisionnement en énergie passeraient à la trappe en raison du projet. Il est à rejeter.

Hanspeter Bornhauser, Bedano

¹ <https://www.bafu.admin.ch/bafu/de/home/themen/klima/fachinformationen/klima-internationales/das-uebereinkommen-von-paris.html>

«Dans les affaires de banque, la monnaie la plus forte, c'est la confiance»

Réflexions sur l'ordre monétaire et financier actuel

par Dr. rer. publ. Werner Wüthrich

Les sociétaires de la *Banque régionale glaronnaise* GRB se sont réunis récemment ces jours-ci en assemblée générale. Peter Zentner, président du conseil d'administration, a présenté un excellent bilan 2022. Ces bons chiffres ont été atteints malgré l'actuel contexte difficile des taux d'intérêt négatifs, malgré la crise sanitaire du Covid, l'inflation et la guerre en Ukraine, parce que la GRB, bien enracinée localement, «ne gère que ce qu'elle maîtrise». Le directeur Roman Elmer envisage l'avenir sur la base d'une situation initiale stable. Le GRB restera «décontracté, sympathique et terre à terre». Comme il vient de le résumer, la confiance est la «valeur la plus précieuse dans le monde de la banque», ce dont ont dû convenir même les plus grandes banques.

Avec ses 1'588 sociétaires, cette banque n'est ni «too big to fail» ni «too small to survive». Elle a été fondée en 1928 et a traversé de nombreuses crises, des guerres, des périodes de grande prospérité et, plus récemment, de nouvelles crises financières – comme l'actuelle crise de confiance. «C'est véritablement la superbe performance de ses collaborateurs motivés et de ses sociétaires qui donnent à cette banque sa solide colonne vertébrale», a ajouté la conseillère d'Etat Marianne Lienhard. Ce succès sur le long terme confirme le principe de base des multiples banques coopératives implantées en Suisse. («Fridolin» hebdomadaire local du 6 avril 2023),

Un ordre monétaire mondial fragile

Un regard sur le monde montre une toute autre image: La confiance dans l'ordre monétaire mondial fait aujourd'hui défaut, comme le montrent les péripéties impliquant deux banques américaines et le *Crédit Suisse*. Le «soupçon» plane également sur d'autres banques dans divers pays. Les autorités «ras-surent», émettent des garanties, tentent d'éviter une «ruée bancaire», interviennent massivement comme on l'a vu dans le cas du CS ou des deux banques américaines. La situation ne s'est pas vraiment calmée. Les retraits d'argent de la First Republic Bank en Californie perdurent même après son «sauvetage» (*Neue Zürcher Zeitung* du 26 avril 2023). Il y a environ cinquante ans, on a vu l'effondrement du système monétaire et financier de Bretton Woods, avec son indexation sur l'or et ses taux de change fixes. Désormais, les taux de change variables dominent le marché. L'indexation sur l'or a été interdite, ce qui a permis aux banques centrales et partiellement aux banques commerciales de créer de l'argent «à partir du néant», comme le dit si bien le titre du livre de Mathias Binswanger «Geld aus dem Nichts».¹ (*L'argent venu du néant*) Depuis lors, et contrairement à ce qui se passait auparavant, l'argent n'a plus de valeur intrinsèque propre. Il peut être «imprimé» à volonté ou, comme aujourd'hui, mis en circulation par voie électronique. C'est ce qu'on appelle «Fiat money», la monnaie fiduciaire.

Si cela marcherait? C'était en effet la question qui se posait à l'époque. Une «monnaie papier» qui ne repose sur rien peut-elle inspirer confiance? La Banque régionale de Glaris a répondu par l'affirmative grâce à son modèle commercial. Mais pour le reste? Les spécialistes de la finance persistent à juger la situation actuelle fragile. Une petite rétrospective s'impose.

Bref coup d'œil sur l'histoire mouvementée de l'ordre monétaire et financier

Sur les deux ou trois derniers siècles, nos contemporains ont connu différents systèmes monétaires et financiers. Durant les décennies qui ont précédé la Première Guerre mondiale, c'est l'étalon-or classique qui était en vigueur. La monnaie trouvait dans l'or sa propre valeur intrinsèque, indépendamment de la politique. Depuis deux ou trois millénaires, les métaux précieux comme l'or, mais aussi l'argent ou le cuivre, ont été largement utilisés comme monnaie dans diverses cultures. Ces métaux étaient rares et ne pouvaient pas être produits à volonté, car leur extraction était et demeure toujours laborieuse. Les pièces de monnaie étaient souvent ouvragées. Dans l'Antiquité, les pièces d'argent ou même d'or les plus ré-



La Banque nationale suisse BNS à Berne (photo mad)

pandues étaient les *drachmes* ornées de la chouette, emblème de la ville d'Athènes. Frappées il y a 2500 ans, on les retrouvait dans tout le bassin méditerranéen. Plus récemment, le *Vreneli en or*, fabriqué par la Monnaie fédérale avant et après la Première Guerre mondiale, lui aussi conçu avec art, a connu une grande popularité. De nos jours, la *Vreneli en or* est une pièce de collection très appréciée.

L'idée du papier-monnaie n'est apparue qu'avec le début de l'ère moderne et l'invention de l'imprimerie. Dès le départ s'est posée la question de la confiance, dont nous trouvons un bel exemple dans la littérature classique, dans *Faust II* de Goethe: L'empereur a des soucis d'argent et fait appel aux conseils de *Méphistophélès*: «Il manque de l'argent, eh parbleu, créez-en!», dit l'empereur à Méphisto, qui a déjà sa petite idée: le papier-monnaie. Dans le *Faust* de Goethe, l'économie du papier magique semble d'abord résoudre tous les problèmes financiers. L'Etat peut se débarrasser de ses dettes, la consommation des ménages augmente et l'économie redémarre. Mais par la suite, l'agitation dégénère en inflation et le système monétaire finit par s'auto-détruire suite à la dévaluation de la monnaie. (Dans la réalité, Goethe était Ministre des finances auprès du duc de Saxe-Weimar, sous le règne duquel il n'existait pas de papier-monnaie).

L'épisode figurant dans le deuxième tome du *Faust* de Goethe avait un arrière-plan réel: en France, à la mort du Roi-Soleil Louis XIV, l'héritage que ce dernier laissa à son successeur ne comprenait pas seulement le magnifique palais de Versailles, mais également une gigantesque avalanche de dettes aussi. Il s'était fait conseiller par l'écossais John Law, qui, à l'instar de Méphisto, lui avait indiqué le moyen de se débarrasser de son endettement: avec de la monnaie en papier. Cette expérience inédite se poursuivit quelques années avant de s'effondrer. Par la suite, les Français ne voulurent plus entendre parler d'argent «papier» – à l'exception d'une brève expérience (qui échoua également) avec les *Assignats* pendant la Révolution française. Napoléon revint à la devise-or.

Le système monétaire suisse

Avec la Constitution fédérale de 1848, la Confédération obtint le droit de battre monnaie. La Monnaie fédérale frappa donc le franc suisse en argent – avec la même teneur en argent (4,5 grammes) que le franc français. Au cours des décennies suivantes, la Confédération frappa la *pièce de cinq francs*, également en argent, ainsi que 56 millions de *pièces d'or* d'une valeur nominale de 20 francs la pièce (les fameux «Vreneli» qui s'achètent, aujourd'hui à 400 francs environ).

Un peu plus tard, on y ajouta également des *pièces d'or* d'une valeur nominale de 10 et 100 francs. C'était l'époque du système classique de l'étalon-or. 51 banques commerciales émettaient leurs propres billets de banque de 5, 10, 20 ou 100 francs, individuellement conçus et garantis-or, qui facilitaient les opérations de paiement, sans pour autant

avoir cours légalement, mais pouvaient à tout moment être échangés contre des pièces d'argent ou d'or. Ce système fonctionnait sans banque centrale. La *Banque nationale suisse* n'a été fondée qu'en 1906. Elle obtint le monopole d'émission des billets de banque et unifia le système.

Lorsque la *Banque cantonale de Thurgovie* commença à émettre ses propres billets de banque garantis-or, le président de la banque signa les premiers billets de sa propre main. La seconde moitié du 19^e siècle fut une période relativement pacifique, où les guerres furent rares. L'étalon-or classique fonctionnait plutôt bien. C'était l'époque de la révolution industrielle. On construisait des routes, des chemins de fer, des projets ferroviaires audacieux comme le tunnel du Gothard, on créait de nombreuses entreprises... C'était un développement économique extrêmement dynamique qui, en Suisse, a préparé le terrain à la prospérité actuelle. La plupart des pays européens s'étant mis d'accord sur la teneur en argent et en or de leurs pièces de monnaie, on pouvait – sans passer par le change – payer avec le franc suisse à Rome, à Athènes ou à Paris, car la teneur en argent ou en or de la *lire*, de la *drachme* ou du *franc français* était la même que celle du *franc suisse*. C'était un accord simple qui fonctionnait sans que les différents pays n'aient à abandonner leur monnaie. En Suisse, il n'y a eu aucune faillite de banque pendant cette période, une période dorée et relativement heureuse, presque sans conflit, et qui a reçu à juste titre le nom de *Belle Époque* – ce qui était au moins valable pour les couches aisées.

L'hyper-inflation en Allemagne

La Première Guerre mondiale a été une catastrophe, pour le système monétaire aussi. On abolit l'étalon-or et on fit marcher la planche à billets pour financer cette guerre si meurtrière. En Allemagne, après la défaite, les caisses étaient vides et il fallait en outre supporter le poids des dommages de guerre. La planche à billets tournait jour et nuit, jusqu'à ce que la valeur du Reichsmark s'envole et que les dettes s'évaporent. Les épargnants y perdirent toutes leurs économies. L'épreuve marqua durablement les Allemands, qui ne devaient pas l'oublier de sitôt.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands traversèrent à nouveau les mêmes tribulations. En 1948, lors de la réforme monétaire de la République fédérale d'Allemagne, les citoyens reçurent cependant encore 1 mark allemand pour 10 reichsmarks – c'était au moins ça. Là encore, ce fut douloureux. Au niveau international, les Etats-Unis orchestraient un nouvel ordre monétaire.

Bretton Woods

Le 11 juillet 1944, les futures puissances victorieuses adoptèrent les Accords de *Bretton Woods*. 44 pays y adhérèrent, dont la Suisse. Ces accords étaient basés sur des taux de change fixes, déterminés en valeur-or et en dollars américains: 1 dollar américain corres-

pondait à 0,889 g d'or; 1 franc suisse valait 0,203 g d'or, 1 dollar coûtait donc 4,37 francs suisses. Les taux de change fixes pouvaient être adaptés selon une procédure complexe si un pays s'endettaient fortement. Les Etats-Unis utilisaient le dollar américain comme devise de réserve et de référence mondiale. Ils promirent de reconvertir chaque dollar en or à tout moment – mais uniquement auprès des banques centrales participantes et non plus – comme avec l'étalon-or classique – auprès des citoyens. Le dollar américain valait autant que l'or, affirmait le gouvernement américain, et il convenait parfaitement en tant que devise commerciale et de réserve. – La confiance dans l'ordre de Bretton Woods était donc basée sur une promesse.

Les électeurs suisses s'en tiennent à la couverture-or

Il s'est alors passé quelque chose d'unique dans l'histoire de l'argent. En Suisse, les électeurs ont eu la possibilité de se prononcer sur un nouvel article constitutionnel basé sur la promesse de *Bretton Woods*. «La Confédération a le droit exclusif d'émettre des billets de banque et elle détermine le type et l'étendue de la couverture» disait l'article 39 de la Constitution fédérale. La Confédération aurait donc pu, en totalité ou en partie, remplacer l'or par le dollar, comme le recommandait le gouvernement américain. Les autorités suisses, le Conseil fédéral, le Parlement et la direction de la Banque nationale suisse recommandèrent aux électeurs de glisser un «oui» dans les urnes. Mais il en fut tout autrement.

Les électeurs, qui n'avaient certes assisté qu'en spectateurs aux deux réformes monétaires en Allemagne, votèrent «non» à plus de 61,5 %, le 2 mai 1949. Presque tous les cantons votèrent «non». Deux ans plus tard, le 15 avril 1951, ils approuvèrent un Article constitutionnel dont la phrase-clé était: «Les billets de banque émis doivent être garantis en or et en titres à court terme». C'était juridiquement possible – mais pas dans l'esprit des Américains, qui considéraient leur propre monnaie comme équivalente à l'or.

La loi sur la Banque nationale stipulait déjà que les billets de banque (qui n'étaient déjà plus échangeables à l'époque) devaient être garantis à 40% minimum par l'or. Mais la couverture-or était désormais inscrite dans la Constitution, ce qui signifie qu'elle ne pouvait être abolie sans l'accord du peuple et de la majorité des cantons. A plus de 71 %, les votants et tous les cantons approuvèrent cette décision.

Quelle a été la procédure de mise en œuvre des deux votations populaires?

A l'époque – comme aujourd'hui – la Suisse dégageait le plus souvent des excédents dans sa balance des revenus, c'est-à-dire qu'elle exportait généralement plus qu'elle n'importait, réalisant ainsi un excédent. La BNS fixait alors une limite supérieure au volume de ses dollars. Dès que celui-ci était atteint, le surplus était converti en or auprès des Américains. La BNS «retournait» les dollars en or, comme on disait alors dans le jargon bancaire. Dans sa brochure anniversaire de 1981, la BNS décrivait ainsi ce processus:

Suite page 7



La pièce en or suisse appelé «Gold-Vreneli», préciosité convoitée dans les milieux des collectionneurs (photo mad)

